



Eidgenössische Technische Hochschule Zürich
Swiss Federal Institute of Technology Zurich

K O F

Konjunkturforschungsstelle
der ETH Zürich

ETH Zentrum WEH
CH-8092 Zürich
Tel. + 41 1 632 42 39
Fax + 41 1 632 12 18
kof@kof.gess.ethz.ch
www.kof.ethz.ch

Attention embargo (transmission embargo)

Jeudi, 4. octobre 2001, 12h00

Communiqué de presse • Prévisions d'automne KOF 2001

Résultat principaux des prévisions conjoncturelles KOF pour 2002 et 2003

L'évolution du revenu établit les conditions d'une croissance stable

Situation statistique de base

Selon les chiffres encore provisoires de la comptabilité nationale (CN) de l'Office fédéral de la statistique (OFS), le produit intérieur brut réel (PIB) a augmenté de 1.6% en 1999 et de 3.0% en 2000. Le résultat de 1999 publié précédemment (1.5%) a été légèrement revu en hausse. La première estimation de la CN pour 2000 (3.4%) – établie sur la base des estimations du PIB, jusqu'à présent seulement trimestrielles, du Secrétariat d'Etat à l'économie (seco) – a été, quant à elle, revue en baisse. En publiant en automne 2000, la première estimation de la CN pour le PIB de 1999 l'OFS avait encore annoncé une différence d'estimation statistique de 3.3 milliards de francs ou 1% du PIB; il existait donc une différence entre le PIB par genre de revenus et le PIB selon le genre des dépenses. Le KOF a décidé, en automne de l'année dernière, d'ignorer des résultats des comptes nationaux de l'OFS pour 1999 et d'estimer les chiffres à l'aide de ses propres modélisations. Après les révisions de l'OFS, cette différence est maintenant comblée pour 1999, c-à-d. attribuée à la variation des stocks. Le KOF s'est donc fondé, pour ses prévisions actuelles, sur la base de données mise à disposition par l'OFS. Pour 2000, il a utilisé les résultats de la première estimation de la CN de l'OFS, publiés en septembre 2001. Les résultats annuels de l'OFS pour le PIB selon le genre de dépenses ont été ramenés à des chiffres trimestriels à l'aide des estimations trimestrielles du seco et ils forment, avec les chiffres révisés de l'OFS pour 1999, la base des prévisions jusqu'en 2003. Les résultats du PIB par genre de revenus et selon le genre des dépenses pour 2000 proviennent d'estimations faites à l'aide des modélisations du KOF.

Appréciation globale

L'OFS a estimé une croissance réelle du PIB de 3.0% en 2000 par rapport à 1999; elle correspond exactement au chiffre annoncé par le KOF dans ses prévisions du printemps. Par rapport à cette prévision, l'estimation de l'évolution conjoncturelle de la Suisse en 2000 ne doit donc pas subir une forte révision. Elle a été très bonne dans l'ensemble. La situation à l'étranger a fortement stimulé les exportations, en particulier au premier semestre. La vigoureuse croissance économique en Suisse a été soutenue par une demande intérieure finale plus forte que l'année précédente et par une contribution extrêmement positive du commerce extérieur. Mesuré à l'indice suisse des prix à la consommation (IPC), le renchérissement annuel moyen s'est élevé à 1.6%. Les fortes majorations de prix des matières premières sur les marchés internationaux expliquent cette sensible augmentation. En Suisse en revanche, la hausse des prix a été faible. Le taux d'inflation de base, qui est calculé par le KOF (après élimination des effets particuliers), n'a été que de 0.7%. Ce taux nettement inférieur à l'IPC confirme que la hausse des prix due à la conjoncture a été relativement faible en 2000, malgré la vigueur de la croissance économique. L'emploi équivalent plein temps s'est accru de 1.7%. Le nombre total des demandeurs d'emploi ainsi que celui des chômeurs inscrits ont encore régressé. Le chômage est tombé de 2.7% à 2.0%.

Evolution des différents secteurs

En moyenne de l'année, les exportations (biens, tourisme, services) ont augmenté de 10.2% (1999: 5.3%) et la consommation privée, de 2.0% (2.2%). L'évolution extrêmement favorable de l'emploi et l'amélioration du revenu disponible des ménages qu'elle entraîne expliquent cette expansion vigoureuse pendant toute l'année. La consommation publique (assurances sociales comprises) s'est réduite de 0.4% en termes réels, après 0.5% de hausse en 1999. Les investissements en constructions se sont remis à croître. Leur recul de 3.3% en 1999 a été suivi d'une progression de 2.1% en 2000; ils ont ainsi de nouveau contribué à l'expansion globale. Après une croissance soutenue de 10.6% en 1999, les investissements en biens d'équipement ont encore augmenté de 9.0%. Les stocks (sans les métaux précieux et les pierres gemmes) sont également restés orientés à la hausse. Elle a été plus faible qu'en 1999, ce qui implique une impulsion négative de la demande sur l'évolution conjoncturelle. La croissance des importations (biens, tourisme, services) a été légèrement plus élevée qu'en 1999, soit de 8.5% contre 7.3%. En examinant l'évolution du PIB en cours d'année, on voit qu'il a autant augmenté au premier semestre qu'à la période précédente. Au second semestre, sa croissance a ralenti sous l'effet de l'affaiblissement de la demande intérieure finale et de l'essor des exportations.

Ralentissement de la croissance en 2001 dû à la situation en Suisse et à l'étranger

L'évolution conjoncturelle de la Suisse est influencée cette année par la situation prévalant à l'étranger et par l'environnement économique.

Situation hors des frontières

Les conditions régnant dans les pays étrangers diminuent les possibilités d'exportation de l'économie suisse. L'affaiblissement de la croissance dans la zone de l'OCDE, qui a débuté à la fin de l'année dernière déjà, s'est poursuivie au premier semestre. La conjoncture s'est encore détériorée aux Etats-Unis, l'expansion économique a ralenti dans l'Union européenne et le produit intérieur brut du Japon a même décru au premier semestre.

Environnement économique

Tenant compte de la vigoureuse expansion de l'économie suisse en 1999 et au premier semestre 2000 et de la légère reprise du renchérissement, la Banque nationale suisse (BNS) a peu à peu durci sa politique. A partir du milieu de l'année, elle a adopté une position attentiste. Au printemps 2001, elle a desserré légèrement les rênes monétaires. Elle a abaissé la marge de fluctuation du Libor à trois mois en francs de 25 points de base en mars. En septembre suivirent en l'espace de seulement 8 jours deux autres réajustements des taux de quelque 50 points de base. D'un point de vue conjoncturel, le KOF se serait d'abord attendu à une réduction de 25 points. En raison de ce qui s'est passé aux Etats-Unis, le premier réajustement à la baisse peut aussi être interprété comme un signal donné aux marchés financiers. Par contre, la dernière baisse apparaît comme une réaction à l'appréciation abrupte observable en fin septembre du franc suisse, en particulier par rapport à l'euro. Cela fait ressurgir une nouvelle fois la question de savoir comment la BNS peut-elle être vraiment indépendante dans la gestion de sa politique monétaire vu les fortes relations commerciales que la Suisse entretient avec l'Union monétaire. La marge de fluctuation se situe actuellement entre 1.75% et 2.75% et la BNS tendra à se situer dans la zone médiane de celle-ci. A la suite de cet assouplissement, les taux à trois mois ont aussi reculé. Le rendement des emprunts fédéraux a suivi les fluctuations des marchés internationaux. Au cours du deuxième trimestre, ce rendement s'est relevé temporairement. En août, il est revenu à 3.3%. L'écart de rendement entre les obligations fédérales et les emprunts d'Etat des pays de la zone euro est monté par moments à 2 points; en août, il est retombé à 1.7 point. En termes nominaux, le franc, pondéré par les exportations, a perdu 2% au premier semestre, principalement à la suite de sa dévalorisation face au dollar. Au milieu de l'année, il a recommencé à s'apprécier; en août, le cours du franc était de nouveau proche de son niveau de fin 2000. Après correction des écarts d'inflation, le cours réel du franc a évolué comme le cours nominal; en août toutefois, il était inférieur à son niveau de décembre 2000.

Les finances publiques devraient continuer à dégager des excédents mais ils seront plus faibles cette année. Malgré les résultats relativement bons de ses comptes, l'Etat devrait poursuivre sa politique d'économies et la consommation publique, rester inférieure à la croissance des dépenses globales. Après un recul de 0.4% en 2000, la consommation publique (Etat et assurances sociales) augmentera faiblement cette année (+0.6%).

Appréciation globale

Sous l'effet de la situation à l'étranger et de l'environnement économique, l'évolution conjoncturelle suisse se caractérise, cette année, par une demande intérieure finale inférieure à l'an dernier et par une contribution nettement moins positive du commerce extérieur. Par conséquent, la croissance globale sera moindre qu'en 2000. Néanmoins, la production reste orientée à la hausse; celle-ci est toutefois moins soutenue. L'emploi évolue relativement bien et induit, par le biais du revenu disponible, une consommation toujours vigoureuse. Le renchérissement reste modéré et sera un peu plus faible en comparaison annuelle.

Evolution des différents secteurs

La détérioration de la situation économique mondiale influence les exportations suisses (biens, tourisme, services). En moyenne de l'année, elles ne croîtront que de 2%, contre 10.2% en 2000. Comparé à l'an dernier, la consommation privée devrait à peine se réduire (1.8%) grâce à l'amélioration toujours forte de l'emploi équivalent plein temps de 1.2%. Malgré une hausse plus faible qu'en 2000, les investissements en constructions contribueront encore à l'expansion. En moyenne de l'année, ils devraient augmenter de 1.3%, après 2.1% en 2000. La forte accélération de la croissance du PIB en 1999 a fait monter le taux d'utilisation des capacités de production jusqu'au troisième trimestre de 1999. Depuis le début de 2000, la croissance du potentiel de production de l'économie suisse s'est accélérée et le taux d'utilisation des capacités a de nouveau fléchi légèrement. Comme il était encore relativement élevé, il a entraîné une forte progression des investissements en biens d'équipement (9.0%). Cette année, ce taux d'utilisation a encore décliné. Les biens d'équipements progresseront de 1.5%. Ce chiffre relativement bas est aussi imputable à la variation beaucoup plus négative des achats d'avions (-42.4%). Les investissements en biens d'équipement (sans les avions), qui sont déterminants pour la conjoncture, dépasseront de 3.0% leur niveau de l'an dernier. Comparé aux années précédentes, ils montrent donc une forte tendance à la consolidation. Les résultats des enquêtes du KOF ont indiqué que la conjoncture vigoureuse avait parfois occasionné des pénuries de stocks dans l'industrie l'année dernière. Cette année, les reconstitutions de stocks seront supérieures à l'an dernier malgré le ralentissement conjoncturel car un certain besoin de rattrapage existe. Elles auront une influence légèrement positive sur la demande. Les importations (biens, tourisme, services) devraient croître de 1.6%, après 8.5% en 2000. Les importations de biens augmenteront de 1.5%, contre 9.0% l'année dernière, et enregistreront une perte de dynamisme sensible.

Produit intérieur brut

Compte tenu de l'évolution dans les différents secteurs, le produit intérieur brut réel s'accroîtra de 1.9% cette année (2000: 3.0%). Cette expansion annuelle beaucoup plus faible provient du ralentissement de la demande intérieure finale et de l'effet nettement moins positif du commerce extérieur. En examinant l'évolution semestrielle du PIB en 2000/2001, on constate que la croissance de l'économie suisse a continuellement fléchi. Après 3.1% et 2.3% en 2000, elle est tombée à 1.9% au premier semestre de cette année et atteindra 1.6% au second semestre. Le PIB subit donc de plein fouet l'effet retardateur du commerce extérieur.

Comparaison avec les prévisions du printemps 2001

Au printemps, le KOF avait pronostiqué une croissance de 2.1% pour le PIB en 2001. La légère correction vers le bas qu'il lui apporte maintenant est due au changement et au refroidissement de l'environnement économique mondial. Dans ses prévisions actuelles, la contribution des exportations à la croissance est beaucoup plus faible que supposé au printemps. En outre, celle des importations baisse aussi. En résumé, le commerce extérieur fourni-

ra une contribution positive cette année, alors qu'un effet négatif avait encore été prédit au printemps. La contribution de la demande intérieure finale se réduira de 2.4% à 1.5% en raison de la réduction de celle, pronostiquée au printemps, des investissements en biens d'équipement.

Marché du travail

En raison de l'essor persistant – quoique plus lent – de la production, l'emploi s'améliorera encore cette année. Dans l'hypothèse d'une croissance du PIB de 1.9%, l'emploi équivalent plein temps progressera de 1.2%, après 1.7% en 2000. Comme l'offre de main-d'oeuvre devrait à peine augmenter – à l'instar des dernières années –, cette hausse devrait encore un peu réduire le déséquilibre du marché du travail. Entre l'automne 1997 et l'automne 2000, le nombre des demandeurs d'emploi a sensiblement reculé. Depuis lors, ce mouvement a beaucoup ralenti; depuis le milieu de cette année, leur nombre est resté à peu près stable. Le nombre des chômeurs inscrits a suivi une évolution similaire. La baisse des sans-emploi a considérablement ralenti l'année dernière; depuis février 2001 en revanche, les chômeurs ont de nouveau légèrement augmenté, en données corrigées des variations saisonnières. Cette année, le chômage devrait être plus faible et s'inscrire à 1.8%, contre 2.0% l'an dernier.

Renchérissement

Mesuré à l'IPC, le renchérissement moyen devrait atteindre 1.2%, contre 1.6% l'an dernier. Comme les prix à l'importation le modèrent de leur côté, il est principalement stimulé par le renchérissement intérieur. Celui-ci sera probablement de 1.8% en fin d'année. Le taux de base calculé par le KOF devrait atteindre 1.1% en moyenne de l'année; il est plus approprié que l'IPC pour apprécier la tendance du renchérissement due à la conjoncture. Les facteurs particuliers, qui ne sont pas pris en considération dans le taux de base, ont donc donné des impulsions très faibles au renchérissement cette année.

Reprise progressive de l'économie mondiale en 2002

L'affaiblissement de la croissance de l'économie mondiale, qui a débuté au milieu de 2000, s'est poursuivi au premier semestre 2001. Aux Etats-Unis, la conjoncture a perdu une grande partie de sa vigueur due à la croissance plus faible des investissements en biens d'équipement qui finalement se sont contractés au premier semestre. Dans l'Union européenne (UE) également, la baisse de la conjoncture s'est accentuée au début de cette année sous l'effet de l'évolution en partie défavorable des exportations et des investissements décroissants. La reprise conjoncturelle au Japon, qui dépendait étroitement des exportations – vers les Etats-Unis – de biens liés à la technologie de l'information et autres équipements similaires, a pris brusquement fin. Au premier semestre 2001, le produit intérieur brut a diminué.

A la suite des ajustements draconniens apportés par les entreprises – américaines en particulier – aux stocks et aux investissements, une stabilisation de la situation s'annonce pour cet automne. Elle devrait déboucher sur une reprise progressive de l'économie mondiale l'an prochain. Cette prévision se fonde, pour l'essentiel, sur le fait que la consommation privée ne décélère pas brutalement dans les trois régions. Il ne manque pourtant pas de facteurs, qui pourraient ébranler la confiance des consommateurs. Les attentats aux Etats-Unis du 11 septembre en ont ajouté un nouveau.

Des signes annonçant que la conjoncture américaine dépassera son point le plus bas à la fin de 2001 se font jour. Grâce à la politique économique expansive, la consommation privée devrait encore croître faiblement. Et les effets négatifs dus à la réduction des stocks et au redimensionnement des projets d'investissement disparaîtront peu à peu. Toutefois, l'ajustement des surcapacités entraînera une croissance inférieure à la moyenne jusqu'en 2002; en conséquence, l'expansion du PIB sera probablement de 1.5% cette année et de 1.8% en 2002. En moyenne de l'année 2003, elle devrait atteindre 2.6%.

Dans l'UE, la croissance économique – actuellement modeste – devrait s'accélérer légèrement en fin d'année. Grâce à l'augmentation du pouvoir d'achat des ménages et à la politique budgétaire plus souple, la consommation privée devrait encore s'améliorer mais plus lentement. La stabilisation de l'économie mondiale devrait, en outre, provoquer une reprise des exportations. Les investissements en biens d'équipement profiteront des perspectives de ventes meilleures dans l'UE et à l'étranger et leur expansion se renforcera peu à peu. En moyenne de l'année, le PIB de l'UE devrait enregistrer une hausse d'environ 2% cette année et en 2002; en 2003, elle devrait monter jusqu'à 2.8%.

Au début de l'année prochaine, l'évolution devrait redevenir haussière au Japon. Il est certes difficile de prévoir l'évolution conjoncturelle future, en raison des incertitudes liées à l'absence, jusqu'ici, de mise en oeuvre des réformes prévues et à la politique budgétaire future. Ces réformes indispensables devraient agir, à court terme, plutôt négativement sur la propension à consommer des ménages. A la suite de la stabilisation de l'économie mondiale, les exportations devraient redémarrer lentement. Les investissements des entreprises suivront avec un certain décalage. Les perspectives conjoncturelles de ce pays restent fragiles. Après une année de récession, le produit intérieur brut devrait croître de 0.7% en 2002 et de 1.6% en 2003.

La pression sur les prix devrait s'atténuer en raison de l'évolution conjoncturelle plus faible et de la baisse des prix alimentaires et énergétiques. Les Etats-Unis et la zone euro devraient d'abord maintenir le cap de leur politique monétaire actuelle. Les taux d'intérêt à court terme devraient remonter au cours des années 2002 et 2003. D'ici là, la tendance déflationniste devrait persister au Japon, dont la politique monétaire sera expansive.

Etant donné la baisse de l'enthousiasme des intervenants sur les marchés quant aux gains réels de productivité réalisés aux Etats-Unis ces dernières années ainsi que les différences de renchérissement et le déséquilibre des échanges extérieurs entre les Etats-Unis et la zone euro, le KOF prévoit la poursuite du raffermissement de l'euro par rapport au dollar, amorcée au milieu de cette année, pendant toute la période couverte par la prévision.

L'activité économique a généralement faibli au premier semestre dans les régions non-membres de l'OCDE. Cette année, la conjoncture est faible dans les pays d'Asie. Au cours des deux prochaines années, leurs exportations devraient croître au rythme de l'amélioration des perspectives économiques aux Etats-Unis. En Amérique du Sud, la conjoncture ne devrait pas se redresser avant 2002. Les pays d'Europe centrale et orientale sont les premiers à ressentir une baisse de la conjoncture dans l'UE. Une reprise économique dans les pays de l'UE a donc un effet positif sur leurs exportations. On constate également, dans la plupart des pays extérieurs à la zone de l'OCDE, que la demande intérieure – encouragée par une politique économique plus expansive – devient un soutien de la conjoncture.

Environnement économique

Cette année, la BNS a commencé à ouvrir prudemment les vannes monétaires, au vu du ralentissement de la croissance et du renchérissement modéré en mars. Vu les fortes baisses des taux en septembre, elle devrait adopter une position d'attente jusqu'à la fin de 2003. L'expansion économique globale sera probablement légèrement plus faible que le potentiel de croissance normal de l'économie suisse. Actuellement, les risques menaçant la stabilité des prix sont imprévisibles. Etant donné l'étroite interdépendance de nos échanges extérieurs avec l'UE, la BNS cherchera à conserver – pendant la période couverte par la prévision – une relation de change plus ou moins stable entre le franc et l'euro. Le cours nominal du franc, pondéré par les exportations, devrait fortement hausser pendant cette période, notamment à la suite de la dévalorisation du dollar. Et comme le renchérissement sera plus faible en Suisse qu'à l'étranger, le cours réel du franc, pondéré par les exportations, augmentera moins, à savoir de 1.7% et de 1.2%. Au cours des deux prochaines années, les taux des dépôts à trois mois en eurofrancs monteront quelque peu, mais resteront constamment au-dessous de 3.0%. Le rendement moyen des obligations de la Confédération évoluera à peu près comme les rendements en euros. Il faudra attendre 2003 pour que l'écart entre les taux à long terme s'élargisse légèrement en raison des risques de marché différents. A la fin de 2003, le rendement des emprunts fédéraux atteindra 3.5%, soit 0.3 point de plus qu'à la fin de 2001.

Les perspectives resteront relativement bonnes pour les finances publiques (Etat et assurances sociales) pendant la période couverte par la prévision. Les cantons, les communes et les assurances sociales enregistreront encore des excédents. Dans les cantons et les communes, ils diminueront toutefois progressivement. Compte tenu des grands projets des CFF et également de la disparition d'éléments extraordinaires favorisant les recettes, les comptes de la Confédération devraient redevenir déficitaires, en 2003 notamment. D'ici là, la part de l'Etat dans le PIB devrait se stabiliser et celle des impôts, diminuer légèrement à la suite des modifications du système fiscal. Si ce scénario se réalisait, le solde structurel des comptes de l'Etat – obtenu après élimination des effets de la conjoncture -, qui était fortement excédentaire en 2000, devrait à nouveau baisser sensiblement. Mais il restera positif. Cette évolution semble adéquate d'un point de vue conjoncturel car le potentiel de production sera mis globalement un peu moins à contribution. Dans ses prévisions précédentes du printemps et de l'automne, le KOF a répété qu'il fallait tenir compte de la composition des dépenses publiques pour estimer leurs effets à moyen et long terme sur la croissance. Une consolidation des finances publiques, qui se fait uniquement au détriment des investissements publics, représentent une menace pour le potentiel de croissance à long terme. Dans ces conditions, le fait que la part des investissements publics (dans les dépenses totales) soit retombée à un bas niveau de 6.9% en 2000 – après l'achèvement du programme d'investissement de 1997 de la Confédération – n'est pas optimal puisqu'elle est nettement plus basse qu'en 1990 (9.6%). Pendant la période de prévision, elle restera probablement à ce bas niveau.

Accélération modérée de la croissance économique sur le marché intérieur – Contribution positive du commerce extérieur en 2003 seulement

Evolution des différents secteurs

Etant donné la situation monétaire et économique mondiale évoquée ci-dessus, les exportations globales (biens, tourisme, services) – sans les métaux précieux et les pierres gemmes qui ne sont pas déterminants pour la conjoncture – augmenteront de 2.0% en 2002 et de 4.6% en 2003, comparé à 2.0% en 2001. Les exportations de biens croîtront, quant à elles, de 1.8% et de 5.1%. Leur croissance annuelle relativement basse en 2002 résulte d'un effet de base fortement négatif. Partant d'un très bas niveau à la fin de cette année, l'expansion des exportations de biens s'accélérera continuellement entre le premier trimestre et la fin de 2002 sous l'effet de la reprise économique mondiale. En 2003, leurs taux semestriels de progression faibliront de nouveau mais se stabiliseront à un niveau relativement élevé.

L'activité domestique bénéficiera d'impulsions positives qui s'amplifieront en cours d'année. La croissance de toutes les composantes de la demande intérieure finale augmentera de nouveau en 2002. En 2003, elle ne s'accélérera plus et les taux annuels moyens de hausse resteront presque aussi élevés. Tout bien considéré, l'expansion de la demande intérieure finale se renforcera quelque peu.

Grâce à une nouvelle augmentation – plus faible toutefois – de l'emploi et à l'amélioration des revenus des ménages qu'elle suscitera, la **consommation privée** croîtra de 1.9% en 2002 et de 1.8% en 2003, après 1.8% cette année. Le revenu disponible des ménages s'élèvera, en termes réels, de resp.1.9% et 2.4%. L'année prochaine, la hausse des revenus sera suffisante pour financer entièrement celle de la consommation privée. En 2003, la croissance prévue de la consommation privée sera inférieure à celle des revenus. Le taux d'épargne des ménages, qui représentera 9.5% du revenu disponible des ménages cette année, ne changera pas l'an prochain; en 2003, il montera à 9.9%.

L'augmentation de la **consommation publique** (Etat et assurances sociales) restera inférieure à celle des dépenses globales jusqu'en 2003, en raison de l'esprit d'économies qui anime toujours la Confédération, les cantons et les communes. La consommation publique devrait croître faiblement au cours des deux prochaines années, soit de 1.0% et de 1.1%.

La croissance des **investissements en constructions** s'accroîtra de nouveau mais demeurera sur un sentier relativement plat. Après 1.3% cette année, ceux-ci devraient augmenter de 2% en 2002 et en 2003. Le secteur du logement devrait avoir surmonté sa phase de recul qui a duré trois ans. Pendant la période couverte par la prévision, les constructions de logements devraient se remettre légèrement à la hausse; celle-ci devrait atteindre 0.7% et 1.0%. La progression des investissements en constructions industrielles et artisanales restera assez stable. Après 1.2% en 2001, elle devrait s'élever à 1.6% et 1.8% les deux années suivantes. Le secteur des transports et des communications restera un important soutien de la construction. Les projets d'infrastructure des pouvoirs publics (NLFA et Rail 2000) contribueront fortement à sa croissance. Avec les investissements liés à la construction des routes nationales et cantonales, celle-ci devrait atteindre 3% au cours des deux prochaines années. Le besoin toujours important d'extension, d'entretien et de modernisation des infrastructures soutiendra cette évolution.

Il faut considérer l'évolution des **investissements en biens d'équipement** en liaison avec la variation du potentiel de production de l'économie suisse et avec la croissance réelle du PIB. La forte accélération de l'expansion du PIB depuis le milieu de 1999 s'est accompagnée, au début de l'année dernière, d'une remontée générale du taux d'utilisation des capacités de production. Ensuite, le potentiel de production a crû plus vite que le PIB, sous l'impulsion des investissements importants des dernières années, et le taux d'utilisation des capacités a de nouveau cédé du terrain; à fin 2000, il était un peu supérieur à 96%, ce qui correspondait à peu près au taux d'utilisation normal lorsque la production est proche de son potentiel. L'évolution des rapports de coûts entre les facteurs jouent un rôle non négligeable dans la croissance du potentiel de production. A partir du milieu de cette année, ce rapport s'est sensiblement réduit et ce processus se poursuivra jusqu'en 2003. Les fortes augmentations prévues pour l'indice des salaires selon l'OFS – 2.5% en 2002 et 2003, après 2.2% et 1.2% les deux années précédentes – l'attendent entre autres. On a tablé sur une légère baisse des prix pour établir le déflateur des biens d'équipement. En vertu de ces prévisions, la productivité du capital des nouvelles installations diminuera sensiblement, ce qui nuira aux nouveaux investissements. Tout compte fait, l'extension des capacités de production, qui a eu lieu dans le passé, s'explique comme une réponse à la demande finale. La constitution de nouvelles capacités sera freinée par la forte réduction de la rentabilité des nouvelles installations. En raison de ces différentes influences, le taux d'utilisation des capacités de production se tassera encore pendant toute la période couverte par les prévisions et atteindra 95% à fin 2003. Cela se traduira, dans les résultats des années 2002 et 2003, par des investissements en biens d'équipement plus élevés de 2.4% et 2.3%, après 1.5% en 2001. Leur part dans le PIB restera à son niveau historiquement élevé de 15%.

Les **stocks** continueront à augmenter pendant ces deux ans. Comme l'expansion économique sera relativement modérée, leur croissance sera à peu près du même ordre que cette année. Après les fortes pénuries éprouvées en 2000, les stocks ont retrouvé des niveaux normaux; leurs niveaux relatifs aux ventes ne devraient guère varier car il ne devrait pas se produire de grands changements au niveau des coûts. De ce fait, aucune impulsion (variation des stocks en % du PIB) notable n'en proviendra au cours des deux prochaines années.

Les **importations globales** (biens, tourisme, services) augmenteront de 2.5% en 2002 et de 4.2% en 2003, après 1.6% en 2001 (sans les métaux précieux et les pierres gemmes). A la suite de la reprise de la conjoncture mondiale au début de l'année prochaine, l'économie suisse se remettra à croître plus vigoureusement, ce qui se traduira par une nouvelle accélération des importations de biens. Après 1.5% en 2001, elles augmenteront de 2.5% en 2002 et de 4.3% en 2003. La part des importations de biens dans la demande globale aura tendance à croître pendant la période de prévision, reflétant ainsi l'intensification à long terme de la division internationale du travail.

Produit intérieur brut

Compte tenu des évolutions des différents secteurs, la croissance annuelle de la demande finale globale sera légèrement plus élevée en comparaison annuelle, soit de 1.9% en 2002 et de 1.8% en 2003, contre 1.5% en 2001. Elle évoluera comme suit: une accélération au premier semestre 2002 sous l'effet de la progression accrue des investissements, suivie d'un faible ralentissement au second semestre 2002 et d'une augmentation régulière jusqu'à la fin de 2003. La demande intérieure (demande intérieure finale plus variation des stocks) montera l'an

prochain sans bénéficier d'un effet positif provenant des stocks; en 2003, cet effet sera légèrement positif (contribution des stocks à la croissance du PIB: 0.1 point). Au cours des deux prochaines années, la demande intérieure s'élèvera de 1.9%, contre 1.8% cette année. La conjoncture intérieure se renforcera légèrement. Le commerce extérieur ne devrait donner que de faibles impulsions à la croissance. La progression des exportations globales devrait être la même en 2002 qu'en 2001 car l'effet de base négatif des exportations de biens jouera en plein. En revanche, les importations globales connaîtront une reprise. Il en résultera une modification de la contribution du commerce extérieur (sans les métaux précieux et les pierres gemmes) à la croissance du PIB. Après avoir été légèrement positive cette année, elle sera négative l'année prochaine et redeviendra positive en 2003.

En résumé, la croissance du PIB devrait s'élever à 1.7% en 2002 et à 2.0% en 2003 (2001: 1.9%). L'augmentation de la valeur ajoutée se montera à 1.5% et 2.1% (1.2%) dans l'industrie, à 1.5% et 2.0% (1.9%) dans les services ainsi qu'à 1.4% en 2002 et 2003 (1.6%) dans la construction. L'agriculture devrait enregistrer de nouveaux reculs.

Pour juger de l'évolution conjoncturelle, il faut interpréter non seulement la croissance annuelle du PIB mais encore sa progression trimestre après trimestre. Sur une base trimestrielle, le PIB ne devrait pas se remettre à croître avant l'année prochaine. A partir du début de 2003, cette progression trimestrielle atteindra un rythme de croisière à peu près constant de 2%. L'expansion du PIB s'accélérera donc jusqu'à atteindre 2% puis demeurera sur ce sentier en 2003.

Marché du travail

L'emploi (converti en postes à plein temps) s'accroîtra de 0.6% en 2002 et 2003, dans l'hypothèse d'une hausse du PIB de 1.7% et 2.0%. La tendance à un recours accru au travail partiel se maintiendra. L'augmentation du nombre des personnes occupées recensées par tête sera un peu plus rapide, à savoir de 0.9% et de 1.0%. La hausse escomptée des places vacantes suffira à compenser l'offre accrue de main-d'oeuvre pendant ces deux ans; par conséquent, le déséquilibre du marché du travail se réduira encore mais beaucoup plus lentement qu'en 2000 et 2001. L'évolution ci-dessus implique un recul – mais à un rythme très affaibli – du nombre des demandeurs d'emploi jusqu'à fin 2003. En moyenne de l'année, la part des demandeurs d'emploi tombera à 2.7% en 2002 et à 2.5% en 2003. La nouvelle réduction du déséquilibre sur le marché du travail fera aussi baisser le nombre des chômeurs inscrits. La part de ces chômeurs atteindra 1.8% en moyenne en 2002 et 1.7% en 2003.

Salaires et renchérissement

Les hausses des salaires nominaux selon la CN (rémunération des salariés / emploi en équivalent plein temps) – un mode de calcul qui tient compte des modifications de la structure de l'emploi (vers une amélioration des qualifications et vers des branches économiques aux niveaux de salaire plus élevés) – seront relativement fortes, soit de 2.5% en 2002 et 2.8% en 2003 grâce à la meilleure situation sur le marché du travail. Les gains de productivité de la main-d'oeuvre (1.1% et 1.5%) ne compenseront que partiellement les fortes augmentations de salaires. Par conséquent, les coûts unitaires du travail monteront de 1.4% et de 1.3%, soit moins qu'en 2000 (1.8%) et 2001 (2.2%), pendant lesquelles cette productivité était supérieure. Le recul des prix des biens s'ajoutera à l'effet – peu stimulateur en soi – des salaires sur les prix. Une augmentation des prix induite par les salaires n'est donc guère probable. S'y ajoute le fait que les importations auront aussi un effet modérateur sur les prix, consécutif aux baisses prévues pour le pétrole brut et à la valeur extérieure croissante du franc suisse. Mesuré à l'IPC, le renchérissement annuel moyen devrait s'inscrire à 1.1% en 2002 et 1.2% en 2003, après 1.6% en 2000 et 1.2% cette année. Ainsi, on ne devrait pas assister à une nouvelle flambée de renchérissement pendant la période couverte par les prévisions.